

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Détruire le capitalisme ou le consolider

collectif

collectif
Détruire le capitalisme ou le consolider
2001

Consulté le 7 août 2016 de theyliewedie.org
Paru en introduction de la brochure *Anti-mondialisation, activisme... &
capitalisme*, Mutines Séditions, février 2001.

fr.theanarchistlibrary.org

2001

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté d'autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde et plus large devient ma liberté. » (Michel Bakounine, notes du manuscrit qui fut nommé après sa mort *Dieu et l'Etat*, 1882.)

Le 30 novembre 1999 est devenu ce qu'il est aujourd'hui convenu de nommer « la bataille de Seattle ». Ce jour-là, les tentatives pour bloquer la tenue du sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce ont pris la forme d'affrontements avec la police anti-émeutes et de destruction de commerces pour un coût de plusieurs centaines de milliers de dollars. Ce jour-là, les bataillons des partisans de l'action-directe non violente avaient quant à eux décidés de laisser la violence s'exercer directement contre eux-mêmes en s'enchaînant et s'asseyant malgré les coups, les gazages et les arrestations suivies d'incarcérations. Ces deux réalités — destructions et pillages, martyrologie du corps — ont cohabité, même si les seconds n'ont pu parfois s'empêcher de collaborer avec la police. Les syndicats étaient également venus avec leurs troupes, mais leur discours nationaliste bien rôdé n'a pu empêcher qu'une partie des prolétaires affiliés à leur gang n'aille se jeter dans la bataille.

Depuis, toutes ces pratiques semblent devenues un rituel, et les bouffons qui souhaitent régulièrement se réunir publiquement pour mettre en scène des décisions prises depuis longtemps sans eux, affrontent des manifestants par la médiation de leurs chiens de garde. Les conventions des partis républicain et démocrate américains, le sommet annuel du FMI, une réunion de chefs d'Etat et ministres européens, un colloque de décideurs planétaires, la visite d'un président américain, rassemblent à chaque fois les spécialistes de l'opposition citoyenne et les partisans du rapport de force immédiat, qui tendent à leur tour à devenir des spécialistes de la radicalité. Laissons directement tomber les premiers, dont la fonction si transparente est de se situer dans le cadre d'une

¹ « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a organisé la production et la consommation de tous les pays de manière cosmopolite. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale » constatait déjà Marx en 1848 dans *Le manifeste du parti communiste*.

alternative démocrate au capitalisme en jouant le rôle de pacificateurs sociaux, pour nous attacher aux seconds (au sein desquels évolue l'auteur de ces lignes).

La question de la « mondialisation », du « néo-libéralisme » et autres euphémismes pour qualifier le capitalisme et ses mutations ne nous intéresse pas non plus. Mondialisé depuis bien longtemps,¹ ce dernier et l'Etat qui l'accompagne nécessairement nous écrasent chaque jour d'avantage et tendent non seulement à contrôler mais aussi à supprimer toute vie sur terre. Il ne s'agit pas là de nostalgie quelconque sur un état antérieur mythique mais bien de la question fondamentale de la vie, soit la réappropriation de soi totale par chaque individu et l'expression absolue de subjectivités qui ne prennent corps que dans l'échange. S'il est bien entendu que la libération individuelle effective de tous/toutes ne peut qu'être collective, il s'agit aussi dès à présent de s'attaquer au capitalisme et à l'Etat sans attendre de tout le monde s'y mette, en souhaitant comme Vaneighem il y a 30 ans que « le primat de la vie sur la survie sera le mouvement historique qui défera l'histoire ».² Cette question est bien au cœur de notre lutte puisque si l'ennemi — la bourgeoisie — est bien identifiée, tout comme le système qui la produit — le capitalisme —, nous souhaitons interroger à l'occasion des grandes journées d'affrontement type Seattle la manière employée pour leur porter des coups. Car, sous peine de consolider ce que nous avons toujours l'impertinence de vouloir détruire, c'est notre désir de liberté qui doit s'exprimer à cette occasion comme en mille autres plus quotidiennes.

La liberté comme ennemie de la séparation se trouve d'évidence présente lors de ces affrontements. Lorsqu'elle ne se dissout pas dans un mouvement de troupeau qui lui fait perdre toute autonomie, c'est au contraire la force collective qui — par le jeu des affinités, y compris spontanées — lui permet de dépasser des séparations quotidiennes comme l'atomisation, l'impuissance, les hiérarchies (bien souvent implicites), la division du travail ou l'absence d'imagination. La griserie de ces moments, porte ouverte aux expressions concrètes du rapport de force qui s'établit, permet alors à la liberté de se matérialiser sous forme de désirs en actes à la fois négatifs (détruire tout ce qui peut l'être) et positifs, vers le dépassement des séparations. Mais ceci ne prend tout son sens, à savoir des attaques contre le capitalisme, que si une nouvelle séparation ne s'opère pas entre ces « grands moments » et le reste du temps. La liberté n'étant pas divisible, l'enfermer entre d'une part un quotidien dominé par l'impuissance ou la résignation et d'autre part des éruptions radicales et

² Raoul Vaneighem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, 1967, XXI « Les maîtres sans esclaves ».

là offrent aussi une perspective collective qui brise des séparations, même ponctuellement, mais la difficulté réside plutôt dans l'affirmation permanente de sa liberté, d'essayer de tendre toujours plus vers l'unité de soi, malgré les aliénations, et ce, dans le cadre d'une survie toujours plus pénible. Au travail comme dans son quartier, dans ses relations comme au gré de balades urbaines sans autre but que de se perdre, la lutte se construit autant à travers la conquête de soi — qui ne pourra être totale que lorsque tous les individus abattront les chaînes qui nous sont communes — dans des situations aussi diverses qu'inattendues, que par l'association, le complot avec d'autres individus. Ici, à travers le maillage territorial de l'Etat mêlé à celui du capital, comme ailleurs, poussé par l'envie de mettre en commun ses envies de construction/destruction avec d'autres pour les dépasser et mettre ses utopies en actes. Individuellement ou collectivement, au sein du prolétariat, nous luttons pour que la guerre de classe parvienne enfin à se nier elle-même pour détruire avec elle toute société (remplacée par l'association de groupes et communautés, plus ou moins étendues, associées ou isolées), pour qu'advienne un monde de femmes et d'hommes libres !

collectives, revient bien plus à consolider l'adversaire qu'à ouvrir des brèches. En effet, même dans le cadre d'un système dont on ne saurait briser seul les limites qu'en s'autodétruisant, la liberté qui peut trouver une expression plus complète bien que toujours partielle lors de ces affrontements, devient vite, de fait, un artifice si elle ne constitue à ces occasions un prolongement de luttes au quotidien. Cette critique se traduit dans plusieurs articles de cette brochure par celles des « révolutionnaires professionnels », « spécialistes » ou « activistes » / « militants ».

Ainsi, même si le rapport de force est bien moindre, c'est pourtant à partir de la survie de chaque individu qu'il s'agit non seulement de résister et de lutter mais aussi d'affirmer cette liberté, ses désirs, ses rêves et cette soif d'absolu qui ne saurait être limitée. Il ne s'agit pas d'attendre qu'un nombre suffisant de personnes se réunisse pour la matérialiser mais au contraire qu'elle plonge ses racines dans ce qui constitue chacunE, qui peut être du salariat ou de la débrouille, de la masturbation solitaire ou des fusions éphémères, de la location ou du squat, ... Il s'agit non seulement de la matérialiser à l'intérieur de sa survie (vols, sabotages, expropriations, pillages, amours, utopies, vandalisme, séquestrations, grèves, insultes, saccages, complots, incendies, écrits...) sans se leurrer sur les murs et les recoins de la prison sociale, mais surtout de partir de soi pour développer des affinités et des luttes avec d'autres individus et non pas se contenter d'une posture d'individu atomisé qui se chercherait dans les hypothétiques « mouvements sociaux », partis, syndicats, groupes et sectes diverses.

Si la question de la liberté comme absence de séparations pose la question du prolongement entre le quotidien et ces affrontements collectifs ponctuels et radicaux, et celle de l'accomplissement individuel par rapport au groupe, qui s'impose alors comme une entité supérieure et forcément autoritaire plutôt que comme l'association toujours vivante entre des individus ; la question de la liberté par rapport à l'aliénation nous semble de la même façon conditionnée au système qui la produit. Répétons-le encore une fois, il n'existe pas d'alternative dans ce monde, nous en sommes tous/toutes prisonnierEs et toute tentative de rompre partiellement avec lui ne fera que le renforcer si elle n'arrive pas à dépasser ses propres limites, dont la moindre n'est pas celle de ses aspects justement partiels. A ce titre, on ne va pas pour autant se résigner à ne filer régulièrement que des coups de griffes sur la main du maître qui caresse comme il frappe, pas plus qu'on ne va s'empêcher d'améliorer notre survie, ce qui passe d'ailleurs par des luttes contre lui. Et si, lorsqu'il s'agit de briser les séparations, la démarche volontariste et profondément humaine consiste à avancer chaque

fois que cela est possible vers plus de liberté, en matière d'aliénation il en va de même.

La lutte elle-même tend en effet à créer de nouvelles séparations tout comme elle produit sa propre aliénation. Si en novembre/décembre 1995 en France, l'une des forces du « mouvement » fut le sentiment collectif d'une force (le fameux « tous ensemble ! ») et par là l'ouverture vers le champ des possibles, lorsque le masque qui cachait l'hétérogénéité du « mouvement » est tombé avec l'arrêt des grèves par la satisfaction partielle de revendications, les parties qui souhaitaient le continuer s'en sont retrouvées nues. Car on ne se bat pas ni par délégation, ni parce qu'on se retrouve « ensemble » mais bien parce que l'on a, individuellement et collectivement — sur un lieu de travail par exemple — des exigences qui, à un moment et pour dix mille raisons qui font l'histoire de la lutte des classes, doivent être satisfaites, sous peine de régresser encore plus. On était certes « ensemble », mais en laissant le « mouvement » se baser sur l'arrêt des transports collectifs, on se condamnait par avance à subir sa fin dès le début de toute reprise du travail dans ce secteur. Aujourd'hui, l'euphorie du « plus rien ne sera comme avant » s'est progressivement diluée dans la routine antérieure de l'exploitation et de la domination, avec en plus un ennemi qui — lui — s'est adapté et en a tiré des leçons pour mieux nous écraser.

L'aliénation, littéralement être rendu étranger à soi [entfremdung], fut claire dans ce « mouvement » par l'illusion d'un collectif aux intérêts pourtant contradictoires (qui n'a d'ailleurs trouvé sa synthèse que dans l'opposition à un bien vague « libéralisme ») qui a produit un effet de suivisme plutôt que de profiter de cette situation pour augmenter un rapport de forces dans notre quotidien, soit une convergence des luttes et pas des seules revendications. Elle l'est aussi au sein du « mouvement anti-mondialisation » qui reproduit des séparations autant qu'il détruit des marchandises. On peut par exemple penser à la division entre acteurs/trices et soutiens (avocats, porte-parole, intellectuels bourdivins, « journaflics indépendants » comme Indymedia), acteurs/trices et spectateurs/ices (on peut penser aux populations locales ou du quartier), acteurs/ices et consommateurs/ices (en fonction des motivations). Mais il est vrai également que ce phénomène est propre à toute lutte et que leur succès est conditionné à leur propre dépassement. De même, il n'y a pas de « centre exclusif de résistance » ou de « subversion » et le mépris affiché par certains spécialistes de l'affrontement contre les « gens ordinaires » fait fi des luttes quotidiennes invisibles au travail comme dans les quartiers, au niveau individuel bien souvent, et parfois collectif.

—, c'est-à-dire en se plaçant sur le seul terrain de l'affrontement militaire avec les flics. Les « vertus » qui l'accompagnent sont par exemple le courage, la vantardise, les insultes sexistes ou homophobes (« pédé », « enclé » ou autres qui remettent en cause la virilité de l'adversaire genre « t'as pas de couilles ! »), soit tout un code de l'honneur tissé par le patriarcat qui construit à la fois un comportement masculin et un comportement féminin. Pour notre part, il n'y a pas de face à face qui tienne et doive être privilégié sur ce qui peut être nommé « lâcheté », comme l'attaque par derrière ou en surnombre. De même, la violence physique n'entre pas dans une échelle hiérarchique dont elle serait le sommet et les attaques contre les biens sont tout aussi intéressants,⁵ tout comme des sabotages qui valent bien des bastons (en prenant soin d'éviter la séparation constituée par la spécialisation, ce qui revient donc à privilégier la reproductibilité des actes) ou des jets d'objets divers et toutes autres formes plus imaginatives. Enfin, assimiler l'affrontement physique aux seuls hommes et femmes porteurs de valeurs masculines, c'est aussi contribuer à la reproduction du patriarcat, soit ici le cloisonnement en actes et comportements sexués. De la Commune de 1871 à la guerre de classe en Espagne en 1936–37, bien des femmes — malgré les problèmes que cela a pu poser à bien des hommes — ont pris le chemin des armes. C'est, au contraire, l'emploi exclusif d'une forme de violence par les seuls porteurs de valeurs du masculin ou du féminin qu'il faut éviter et dépasser par la réappropriation par toutes et tous de tous les moyens à notre disposition.⁶

Pour finir sur la « bataille de Seattle », les victoires ne me semblent pas être forcément les plus spectaculaires — l'affrontement médiatisé et ritualisé comme un exutoire à l'impuissance quotidienne — mais sont plutôt qualitatives. On peut bien sûr se déplacer à ces rendez-vous au gré de ses désirs car ces moments

⁵ Les personnes qui se placent au travers de notre chemin ne sont que des intermédiaires, plus que nuisibles dans leur fonction et à ce titre des ennemis envers lesquels la pitié ne s'impose pas, mais c'est bien la destruction des structures qui verra leur perte. À ce titre, ces ordures et leurs chefs se remplaçant comme de rien, ce sont bien ces dernières qui font l'objet de nos attaques. L'acharnement gratuit contre des personnes isolées relève souvent plus de frustrations à déjouer que d'efficacité réelle.

⁶ Pour commencer à sortir des genres, il faut d'abord en prendre conscience individuellement, pour y choisir ce qu'on en garde et ce qu'on souhaite jeter (et là, c'est pas gagné pour autant !). Ceci conduit nécessairement de lutter contre le patriarcat sur des bases autonomes : aux femmes de s'organiser de façon indépendante (comme par la non-mixité vue comme un moyen et non une fin, et sur des bases de classe), aux hommes d'entamer un travail de déconstruction personnelle. Et à tous deux de lutter ensemble pour la liberté de tous/toutes, car seule cette dernière permettra de sortir des constructions genrées, qui comme tout produit du capitalisme ne trouveront de solution définitive — seule satisfaisante — qu'avec sa destruction.

manifestants pour les livrer à la police, montrent les objectifs réels des uns et des autres, tout comme le verrouillage des manifestations. Les syndicats, pour ne prendre qu'un exemple, s'approprient ainsi des manifestations, sous prétexte qu'ils en sont l'organisateur. Cette privatisation de la rue au motif de rejet de méthodes d'individus extérieurs à ceux qui collaborent avec les Préfectures (les trajets sont par exemple négociés avec elle et signés nominalement) montre la nature réelle de ce qui doit s'y passer : intégrer le cadre démocrate de la protestation citoyenne : « vous pouvez tout dire mais ne bronchez pas ! ». On arrive alors à des argumentations du type « Notre groupe a décidé (comment ?) que ceci ou cela, et tout individu à côté ou en son sein ne doit agir contre cette décision », ce qui se traduit par des attaques contre les « casseurs », « taggeurs » ou autres de la part des gauchistes ou des stalinien mais aussi parfois de la CNT-F ou de la FA.⁴ Ces auxiliaires de police, au même titre que les journalistes, refusent d'un côté une « violence imposée » et de l'autre la pratiquent contre ceux-là même qu'ils dénoncent ! Pour nous, il est évident que si manifestation il y a, toutes les pratiques sont possibles et par tous/toutes, le respect de ceux qui en refusent certaines est soit une complémentarité lorsqu'il y a objectif commun (comme un blocage de site, voir Prague), soit le départ de ces derniers, s'ils sont en désaccord ! La non-violence ne saurait pas plus s'imposer aux « violents » que l'inverse.

Quant à parler de « violence », elle est bien sûr légitime (et même si elle ne l'était pas, c'est de toute façon la voie que choisissent régulièrement les prolétaires dans la lutte de classe) face à nos ennemis, et de toute façon bien moindre que celle que nous subissons, y compris contre des personnes car il ne sera pas dit que les dommages soient toujours de notre côté. Un flic qui par exemple lance des grenades à tir tendu dans une foule connaît les conséquences de cet acte et s'ils ont choisi de défendre le camp des oppresseurs pour lesquels la vie ne vaut que comme marchandise jusqu'à épuisement et renouvellement de celle-ci, ils subiront les conséquences de leurs choix. Il y a des moments où les médiations sont dépassées, l'antagonisme se fait direct, et, lorsque volent les cocktails molotov, il se peut très bien qu'un flic s'en trouve endommagé...

Lorsqu'on évoque « la violence » en manifestations ou lors de rassemblements comme Seattle, se pose aussi la question du virilisme, soit une violence physique masculine (qui peut être portée par des hommes mais aussi par des femmes, bien moins souvent) essentiellement démonstrative — ce qui n'exclut pas l'efficacité !

⁴ D'une part, l'auteur parle ici d'expérience vécue, d'autre part on en trouvera un exemple sur la Fédération Anarchiste dans Cette Semaine n°82, jan/fév 2001, p.14 et sur la Confédération Nationale du Travail — F (dite des Vignoles) dans Cette Semaine n°80, mai/juin 2000, pp. 17-19.

L'ensemble de ce qui précède, comme une sorte d'introduction à ce qui pousse nombre de cœurs à vif à s'engager sur le chemin de la destruction au gré des rapports de force, pose bien sûr aussi d'autres questions que la séparation, bien que celle-ci nous semble importante puisqu'elle contient toute la problématique de l'action et donc d'une partie de la vie, avec des prolongements comme ceux que l'Etat ne manquera pas de nommer « terrorisme » si le « mouvement » s'amplifie. La violence est de celles-là, tout comme la question du prolétariat.

Une des critiques, contenue dans les textes de cette brochure, concerne en effet ces affrontements comme étant le fait d'individus qui viennent là pour se faire plaisir, choisissant cette lutte à ce moment comme on choisirait une marchandise en supermarché en fonction de ses qualités supposées : y-aura-t-il du monde, connaît-on d'autres groupes prêts à s'affronter, quelqu'unE veut-il/elle écrire un texte pour justifier idéologiquement notre présence, faut que je déplace mes rendez-vous prévus, au fait c'est quoi le thème, ... ? Ces individus seraient détachés de tous les autres et migreraient au gré des rendez-vous que leur proposent les marionnettes en costard, ne choisissant ni les lieux, ni les moments, s'attachant aussi de fait à la publicité qui est faite avant. Ainsi, il y avait avant le sommet des chefs d'Etat de Nice en décembre 2000 dans le même coin, quelques semaines plus tôt, un sommet euro-méditerranée dont l'objectif était d'assurer à l'Europe de vastes zones dociles à sa périphérie, mais il est passé inaperçu, bien que tout aussi « important ». Cette médiatisation est notamment le fait des gauchistes qui choisissent de « mobiliser » en fonction de leur logique interne (comme avec les tentatives de trains gratuits), les anarchistes et radicaux se plaçant à chaque fois à la remorque de ces derniers, soit pour jouer la mouche du coche, soit même en servant directement leurs intérêts (sous forme d'épouvantail du type « si vous ne nous écoutez pas, voilà ce qui arrive »). Les « militants anti-mondialisation » seraient ainsi comme ces jeunes bourgeois branchés qui se baladent au fil des rave party à travers tout le pays, la différence résidant dans le type de plaisir recherché, entre des hormones synthétiques ou naturelles.

Bien entendu, derrière tout cela, c'est la question de l'appartenance de classe qui est posée, avec derrière la vision du « prolétaire authentique » enchaîné à son usine ou enfermé dans son immeuble, à tourner en rond à force de ne pas trouver un acheteur de sa force de travail. Mais le prolétariat est divers, et certainement pas définissable par le seul critère du salariat garanti. Cette vision oublie volontairement que la pratique du salariat est elle-même souvent intermittente pour beaucoup et qu'à moins d'être allocataires (bourse d'étude, subsides étatiques, pension alimentaire,...), ce qui n'en fait pas des riches pour autant,

les différents systèmes de débrouille comme les vols ou les trafics peuvent facilement être assimilés à du salariat. La richesse supposée résiderait alors seulement dans celle de la disposition de temps, mais le fait d'être au chômage n'exclut pourtant pas soudainement l'individu du prolétariat ! De même, on peut très bien se situer au sein du prolétariat, vu en tant de produit d'un rapport social (chaque individu a les mêmes intérêts au sein d'une classe et est, dans l'autre sens, exploité et dominé par l'autre classe), sans pour autant se revendiquer d'une identité collective, ou faire du prolétariat un « sujet historique » au-delà des individus.

Ce serait alors plutôt l'emploi de ce temps qui pousse ces critiques marxistes à dénoncer la participation à ces affrontements (avant Seattle, il y en eu bien d'autres comme le 18 juin 1999 à Londres ou en mai 1998 à Genève) comme séparée de tout contexte, les opposant aux émeutes qui se produisent régulièrement dans les quartiers ou les zones pauvres et qui sont l'œuvre de prolétaires en guerre contre leur oppresseur direct (le commissariat du coin, les équipements collectifs, les structures de l'Etat comme une école ou une Poste), bien loin du « tourisme radical ». Mais, d'une part, l'absence d'implantation fixe voire même de pays — il est parfois question de militants qui font par exemple un an de lutte contre les routes en Angleterre, puis un autre contre le nucléaire en Allemagne, etc. — n'en fait pas pour autant des « professionnels » si ils/elles vivent à l'endroit où ils/elles luttent, même de façon provisoire ; d'autre part, tout dépend de l'objectif recherché. S'il s'agit de profiter d'un rassemblement de personnes pour obtenir un rapport de force supérieur à celui du quotidien et ainsi de porter des attaques plus grandes contre l'Etat et le capital comme ruiner un projet précis, cela s'entend bien. Par contre, le problème réside bien plus dans la volonté affirmée de s'opposer au capitalisme dans son ensemble et dans celle de prétendre lutter en soutien avec d'autres personnes. A Paris, on peut ainsi voir des militants multicartes qui butinent de luttes en luttes, toujours « en soutien à », sur les sans-abris, les sans-papiers, les chômeurs, les prisonniers ... Or, on ne lutte jamais que pour soi-même, pour préserver sa liberté, ce qui n'empêche pas — au contraire — de rejoindre d'autres personnes en lutte, non pas pour apporter un soutien ou prendre le contrôle de ces luttes, même malgré soi, mais pour augmenter le rapport de force sur un point partiel, et ce dans le but de le dépasser pour l'élargir, toujours sur ses propres bases. De la même façon, les occupants d'une usine ont plus de chance de parvenir à

³ Sur ce point entre des prolétaires itinérants, qualifiés souvent de « bandits », et le choix d'occuper l'usine puis d'en sortir ou pas, voir par exemple Max Hölz, *Un rebelle dans la révolution* (Allemagne 1918–1921), Spartacus, 1988.

leurs fins en en sortant ou en y faisant rentrer d'autres personnes plutôt qu'en s'y enfermant. Lors de la période des conseils ouvriers dans l'Allemagne des années 20, l'une des forces (ce ne fut pas toujours le cas) fut par exemple lorsque les ouvriers sortaient pour prendre les villes... et plus si affinités.³

A ce titre, le danger de la séparation existe bel et bien lorsqu'il s'agit de luttes menées dans un contexte précis et que de nouvelles personnes les rejoignent (dans le cadre d'une lutte locale, le rapport entre gens du cru et arrivants est souvent conflictuel), mais cette critique ne saurait être valable pour des affrontements comme Seattle ou plus récemment Nice ou Davos, où l'objectif est clairement pour nous de faire le maximum de dégâts. Que le sommet se tienne ou pas a de toute façon bien peu d'importance puisque dans le système capitaliste, ces politiques et technocrates ont bien peu de pouvoir sur la marche de l'économie. Il n'y a pas de gigantesque complot des multinationales ou des réunions à guichets fermés de « grands dirigeants » du monde : il s'agit tout bêtement d'un système économique et donc social, le capitalisme, qui ne s'incarne ni dans les « 200 familles », ni dans l'un ou l'autre des patrons de la Silicon Valley !

Le second point de cette même critique sur le prolétariat réside dans la question de la production. S'il n'est pas question d'abattre le capitalisme lors de grand-messes rythmées par les affrontements contre la police ou la destruction de propriété, on ne saurait toutefois éluder dans ce but la question de la production, à la fois parce que cette question est inévitablement à l'ordre du jour (l'absence de la grande partie des travailleurs lors de ces événements) et parce le capital repose d'abord sur l'exploitation du travail au niveau planétaire. Mais de même qu'on ne saurait se passer de la prise et de la destruction (jusqu'où ?) de l'appareil de production et de fonctionnement de cette production (les moyens de communication par exemple, routiers comme informatiques), on ne saurait se passer d'affrontements armés dans les rues. A ce titre, des luttes qui partent de l'usine ou des rues sont forcément partielles et seul leur dépassement et leur jonction pourront commencer à menacer le capital. Quant aux individus, il n'est pas dit que ceux/celles qui se retrouvent dans la rue ne soient pas aussi des travailleurs, ni que parmi les luttes en usines certainEs n'en soient pas !

Enfin, la question de la violence fut également posée à partir de Seattle avec une dissociation immédiate des citoyennistes, en pratique (protection des biens, balance aux flics) et en communiqués. Des pratiques telles que celles du Black Bloc sont notamment décriées parce qu'elles imposeraient un mode de confrontation à des personnes qui n'en voudraient pas, c'est-à-dire un mode autoritaire d'action directe. La protection des cibles visées ou les attaques contre d'autres